

# Les assistantes familiales veulent être soutenues, pas espionnées

PUBLIÉ LE 19/10/2012

[Réagir](#)

Share on rss



- 
- 

Les assistantes familiales aimeraient un peu plus de reconnaissance de la part de leur employeur. Selon elles, le conseil général passe plus de temps à les surveiller qu'à les aider. D'où la grogne d'hier.

JULIEN DUFURIER > [tourcoing@nordeclair.fr](mailto:tourcoing@nordeclair.fr)

Quand des parents ne peuvent plus exercer leur rôle pour diverses raisons - maltraitance, emprisonnement, carence éducative - ce sont vers des femmes comme Maria Gambino que la justice se tourne. Comme ses collègues assistantes familiale, elle est l'unique recours à un placement en foyer pour les enfants. Vingt-quatre ans que cette Neuvilleoise exerce ce métier. « Une vocation », explique-t-elle. Un sacerdoce aussi, car le boulot est loin d'être simple. « Nous sommes agréés pour accueillir deux à trois enfants en même temps et ils peuvent rester plus d'un an. » « Parfois on en a beaucoup plus », souffle une collègue de Maria.


La vie privée de ces femmes est directement touchée par leur profession. L'accueil se fait sous leur propre toit, aux côtés de leurs enfants et de leurs maris. « Il y a beaucoup de divorces dans le métier, notre vie de famille est mise à nue », confie Maria. Elles ont aussi toutes subi au moins une fois des accusations farfelues de la part d'enfants en difficultés qu'elles accueillent.

**Un statut précaire**

Pour les assister dans leur mission, le conseil général qui les emploie, a créé un nouveau service il y a deux ans : le SAF pour service d'accueil familial, censé apporter une oreille attentive aux femmes comme Maria. Mais ce qui devait être une béquille quand les temps sont un peu plus durs, s'est vite transformé « en œil de Moscou » pour les assistantes familiales. « Au lieu de nous soutenir, le SAF ne sert qu'à nous surveiller et à nous taper sur les doigts », raconte Maria. « Nous ne sommes jamais consultées. Quand il y a des décisions à prendre au sujet des enfants qui sont chez nous nous sommes le dernier maillon de la chaîne alors que nous sommes en première ligne au quotidien. Notre travail c'est vingt-quatre heures sur vingt-quatre alors que nous sommes jugées par des gens qui n'ont sans doute jamais gardé d'enfants », déplore une collègue. Elles se plaignent aussi de la précarité de leur statut. Employées par le conseil général, les assistantes familiales n'ont, en revanche, pas le statut de fonctionnaire. « Nous ne sommes pas titulaires, on fait appel à nous en cas de besoin », résume Maria. Les manifestantes rassemblées hier devant l'Aide Sociale de Tourcoing y voient un moyen de pression quand elles se permettent de critiquer les méthodes du SAF. « On nous fait comprendre que comme nous ne sommes pas titularisées, ce sera très facile de ne plus faire appel à nous si on râle trop », détaille une assistante familiale.

Pour protester contre la détérioration de leurs conditions de travail et réclamer la dissolution du SAF, qui ne leur apporte rien, une cinquantaine d'assistantes familiales du secteur Roubaix-Tourcoing se sont ainsi invitées, hier, dans les locaux, de l'Aide Sociale, sur le boulevard de l'Egalité. Une délégation a été reçue pendant près d'une heure par la directrice territoriale pour tenter d'apaiser les tensions.

*Nord Eclair*

Partager : 

Share on facebook Share on twitter Share on live Share on myspace Share on google\_plusone